



Déclaration au nom du groupe des Verts au Grand Conseil vaudois concernant l'acceptation de l'initiative anti-minarets

Que faire après le résultat du scrutin de dimanche sur l'interdiction des minarets. Se taire ? Surtout ne pas réagir, pour ne pas donner plus d'ampleur au résultat ? Le mal étant fait, à quoi bon insister ? C'est vrai qu'il est si difficile de trouver une réponse adéquate à la peur exprimée dans les urnes et à la campagne nauséabonde menée par les partisans de l'initiative...

Le groupe des Verts est pourtant d'avis que le silence est trop lourd. Le silence vaut acceptation tacite. « Qui ne dit mot consent... ». Nous avons un devoir de dénoncer les dérives lorsqu'elles atteignent un tel niveau de gravité. Les Verts l'ont fait pendant toute la campagne, ils continueront à le faire.

Le groupe des Verts tient ainsi à faire part de sa grande préoccupation à l'issue de ce scrutin :

Sa préoccupation de voir que l'on s'en prend dorénavant frontalement et ouvertement à une communauté qui n'a jusqu'à ce jour posé aucun problème majeur d'intégration en Suisse. Après le résultat de dimanche, les propositions stigmatisant la communauté musulmane affluent. Ces propositions sont abruptes, sans aucune nuance ni finesse. Les défis posés par le « vivre ensemble » dans notre société multiculturelle ne peuvent pas être tranchés à la hache. Ils nécessitent bien plutôt le concours des meilleurs orfèvres, de tous bords politiques et dans un esprit constructif et de concertation.

Sa préoccupation de voir que l'Etat de droit, patiemment construit par les sociétés humaines depuis plusieurs siècles pour sortir de « l'état de nature », est frontalement remis en question par ceux qui n'hésitent désormais plus à demander que la Suisse dénonce la Convention européenne des droits de l'homme et que les tribunaux cessent d'appliquer l'interdiction des discriminations.

Sa préoccupation de constater la démission de plusieurs responsables politiques qui préfèrent garder le silence après le résultat de dimanche et surfer sur la vague populiste engagée par l'initiative pour allonger le catalogue des propositions stigmatisant encore davantage la communauté musulmane. Le résultat très net du vote doit nous inciter à prendre au sérieux les craintes exprimées dans les urnes et à réfléchir à des réponses à y apporter. Mais en aucun cas cette nette majorité ne nous prive de la possibilité et du devoir de dénoncer la dérive populiste sournoise à laquelle nous assistons ces dernières années.

En refusant l'initiative, la population vaudoise a toutefois donné un signal d'espoir pour l'avenir. Les Verts invitent instamment le Conseil d'Etat vaudois à ne pas rester cloîtré dans son assourdissant silence. Le Chef du département des institutions ne peut se retrancher derrière une lecture purement juridique du résultat de dimanche. Tiendra-t-il le même discours si un jour la Suisse dénonce la Convention européenne des droits de l'homme ? Le Président du Gouvernement se doit quant à lui de faire entendre la voix vaudoise – ce sursaut républicain – au-delà des frontières cantonales.

Pour davantage d'informations :

Raphaël Mahaim, député et auteur de la déclaration, 079 769 70 33

Yves Ferrari, député et président des Verts vaudois, 079 549 65 40

Béatrice Métraux, députée et vice-présidente des Verts vaudois, 079 703 82 29

Sandrine Bavaud, députée et cheffe du groupe parlementaire, 079 786 03 16